

# Résumé

L'intégration des immigrants sur  
le marché du travail à Montréal :  
politiques et enjeux  
par Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest

Les données statistiques les plus récentes tracent un portrait plutôt problématique de la situation des immigrants sur le marché du travail à Montréal et, de façon plus générale, au Québec. Ces chiffres montrent que, même si le Québec accueille des immigrants très qualifiés, un grand nombre d'entre eux se retrouvent au chômage ou occupent un emploi qui ne correspond pas à leur niveau d'éducation ou à leurs compétences. Ainsi, en 2006, le taux de chômage (17,8 p. 100) chez les immigrants arrivés il y a moins de cinq ans au Québec était près de trois fois supérieur à celui que l'on observait dans la population née au Canada (6,38 p. 100).

Cette étude a pour objectif d'examiner la nature et la portée de l'éventail des politiques et des programmes qui visent l'intégration des immigrants au marché du travail à Montréal. Les auteurs, Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest, débutent en faisant un examen de la situation des immigrants à partir d'indicateurs statistiques de leur participation au marché du travail. Cet examen met en évidence le fait que les immigrants réussissent moins bien leur intégration en emploi que les personnes nées au Québec, en dépit du fait que la majorité d'entre eux soient sélectionnés en fonction de leurs compétences professionnelles et de leur capacité d'adaptation. L'analyse indique que les facteurs qui expliquent cette inégalité sont nombreux et complexes, et qu'ils relèvent de la responsabilité de divers acteurs. Si chacun de ces obstacles en lui-même paraît insurmontable pour certains immigrants, leur cumul – une situation que l'on observe très souvent – constitue un mur difficile à franchir. Les auteurs s'interrogent donc sur les politiques mises en œuvre pour remédier à cette situation, et sur la portée réelle de celles-ci.

Après avoir décrit le cadre institutionnel de l'immigration au Québec, ainsi que le cadre administratif de la politique d'intégration en emploi, les chercheurs examinent les politiques et les programmes du marché du travail destinés aux immigrants ou ayant un effet important sur leur intégration. Ils constatent que les politiques et les programmes qui, au Québec, visent à aider les immigrants, à diverses étapes de leur intégration au marché du travail, sont nombreux, mais que trois de leurs caractéristiques en limitent significativement la portée.

D'abord, les auteurs soulignent que ces politiques et programmes sont fragmentés sur le plan tant de leur conception que de leur gestion, puisque divers acteurs ayant des priorités distinctes ou parfois antagonistes en sont responsables. Cette fragmentation s'inscrit en contradiction avec la réalité, qui nous montre que l'intégration des immigrants au marché du travail est le fruit d'un cheminement long, difficile et semé d'embûches, qui exige cohérence, synchronisation et continuité dans les interventions.

Ensuite, les auteurs font remarquer que l'hypothèse implicite qui sous-tend la politique d'intégration en emploi des immigrants – selon laquelle les problèmes actuels sont attribuables principalement à l'inadaptation de l'offre de travail – pose une limite importante aux politiques et aux programmes dans ce domaine. Les employeurs, qui ont un rôle crucial à jouer dans l'intégration au marché du travail, hésitent encore à offrir aux immigrants des emplois qualifiés et durables. En conséquence, agir sur l'offre de travail, sans agir simultanément et avec la même détermination sur la demande de travail des employeurs, risque de vouer à un demi-échec plusieurs initiatives intéressantes.

Enfin, les auteurs relèvent que le sous-financement des programmes entraîne un sévère contingentement de ceux qui sont les plus efficaces (par exemple, les programmes de formation en emploi et les stages), ainsi que l'instauration de critères d'admissibilité trop restrictifs. Selon les chercheurs, les restrictions budgétaires semblent constituer le déterminant majeur des choix gouvernementaux en matière de politiques d'immigration et d'intégration. Ainsi, les modalités et le nombre de programmes de francisation et de formations d'appoint liées à la reconnaissance des diplômes étrangers dépendent clairement de plafonds budgétaires. Alors que le flux d'immigrants dépasse 45 000 personnes par an, seul un très petit nombre peut avoir accès à ces programmes, et ce, pour une durée limitée. Le gaspillage de capital humain qui en résulte, ainsi que les coûts personnels et sociaux qui y sont associés, sont donc très élevés.

Afin de remédier à cette situation, les auteurs recommandent un certain nombre de changements importants.

- Une meilleure coordination des politiques, pour en garantir la cohérence, notamment par l'instauration d'une agence indépendante qui aurait un rôle actif dans la coordination de l'ensemble des politiques.
- Une augmentation sensible du financement de la politique d'intégration pour assurer des ressources stables et continues aux organismes communautaires, qui sont des acteurs clés dans la mise en place des programmes d'intégration en emploi des immigrants.
- Une lutte plus efficace contre la discrimination en emploi dans le cadre de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec, et une application réelle des programmes d'accès à l'égalité en emploi dans les secteurs public, parapublic et privé.
- Une augmentation rapide du nombre d'initiatives efficaces, soit les formations d'appoint et les stages, et du nombre de participants qui y ont accès. Ces programmes sont importants, parce qu'ils permettent d'éviter le déclassement professionnel des immigrants.